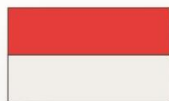


RAPPORT

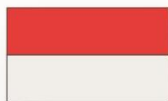
CINQUIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE RÉSEAU MONDIAL DE JUSTICE ÉLECTORALE (RMJE)

9 au 11 octobre 2022
Nusa Dua, Denpasar, Indonésie



SOMMAIRE

I. CONTEXTE	2
II. DATE ET FORMAT	3
III. OBJECTIF ET MÉTHODOLOGIE.....	3
PARTICIPANT(E)S.....	6
IV. ACTIVITÉS	6
INAUGURATION	6
PLÉNIÈRE 1: ANALYSE DES ÉLECTIONS 2022 ET STRATÉGIES DE SORTIE DE LA PANDÉMIE COVID-19	7
PLÉNIÈRE 2: MÉDIAS NUMÉRIQUES ET DÉSINFORMATION LORS DES PROCESSUS ÉLECTORAUX	7
PLÉNIÈRE 3: STRATÉGIES EN VUE DE RAPPROCHER LA JUSTICE ÉLECTORALE DES CITOYENS : TRANSPARENCE, DONNÉES OUVERTES ET COLLABORATION SOCIALE	8
PLÉNIÈRE 4: JUSTICE ÉLECTORALE INCLUSIVE : ÉCHANGE AVEC L'OBSERVATOIRE DE LA PARITÉ DES GENRES	9
PLÉNIÈRE 5: JUSTICE ÉLECTORALE AUTONOME : ÉCHANGE AVEC L'OBSERVATOIRE DE L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE	10
PLÉNIÈRE 6: JUSTICE ÉLECTORALE NUMÉRIQUE : ÉCHANGE AVEC L'OBSERVATOIRE DES RÉSEAUX SOCIAUX.....	11
ACCORDS DE LA CAP ET CLÔTURE. SIGNATURE DE LA DÉCLARATION DE BALI	11
ANNEXE 1. LISTE DES PARTICIPANT(E)S.....	13
ANNEXE 2. PROGRAMME	16
POUR PLUS D'INFORMATIONS À PROPOS DU RMJE	23



I. CONTEXTE

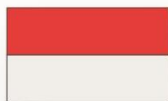
En 2017, le Tribunal Electoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération (TEPJF) du Mexique a convoqué des cours, des tribunaux et des organes judiciaires électoraux du monde entier, des organisations internationales, des organisations de la société civile, des institutions académiques et des experts en matière d'élections et de justice électorale afin de créer un réseau pour développer, analyser et suivre un agenda commun en matière de justice électorale.

Telle est la raison d'être du Réseau Mondial de Justice Électorale (RMJE), un forum de collaboration qui permet l'échange d'expériences, de bonnes pratiques et de travaux pertinents sur le terrain. Le RMJE cherche à assurer la coordination des analyses académiques et constitutionnelles, dans une perspective de politique publique, afin que les institutions qui font partie du réseau mondial puissent mettre en œuvre les recommandations qui en découlent.

Lors des assemblées plénières du RMJE, qui se tiennent périodiquement, ses membres se réunissent pour mettre à jour l'agenda de travail et poursuivre le développement de stratégies, d'actions et de connaissances. En tant que fondateur et premier président du réseau, le TEPJF a organisé les trois premières réunions en 2017, 2018 et 2019 (respectivement à San Miguel de Allende, Cancún et Los Cabos). La présidence a été assurée par le Tribunal Supérieur Electoral (TSE) de la République dominicaine, qui a organisé la quatrième édition en 2021. En raison des défis posés par la pandémie de covid-19, ce dernier événement s'est déroulé de manière virtuelle.

En 2022, l'Organisme indonésien de Supervision des élections (Bawaslu) a repris la présidence du RMJE et a organisé la cinquième édition, qui fait l'objet du présent rapport. Au cours de la Cinquième Assemblée Plénière, on a assisté à un retour aux activités en présentiel, bien que certains aient également participé à distance. Avec cet événement, l'Indonésie est devenue le premier pays à accueillir une Assemblée Plénière ailleurs qu'en Amérique latine.

Lors des assemblées plénières qui se sont tenues entre 2017 et 2022, Le RMJE a réuni 286 représentant(e)s de 74 autorités électorales de 47 pays, 26 organisations internationales et 18 instituts universitaires, ainsi que 7 acteurs privés et 26 expert(e)s électoraux indépendants, qui, par leurs échanges et leurs idées, contribuent à la consolidation du Réseau Mondial.



II. DATE ET FORMAT

Dates:

- 8 octobre 2022, de 12h00 à 22h00.
- 9 octobre 2022, de 10 h 30 à 18 h 00.
- 10 octobre 2022, de 08h45 à 21h00
- 11 octobre 2022, de 09h00 à 16h00

Format: hybride

Langues : espagnol, français, anglais (langues officielles du Réseau) et indonésien

Siège: Hôtel Conrad Nusa Dua Bali

Jl. Pratama No.168, Tj. Benoa, Kec. Kuta Sel., Kabupaten Badung, Bali 80363, Indonésie

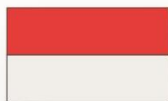
III. OBJECTIF ET MÉTHODOLOGIE

L'objectif de la Cinquième Assemblée Plénière était d'analyser les élections qui ont eu lieu en 2022, dans le cadre de la pandémie de covid-19 ; la désinformation diffusée par les médias numériques lors des processus électoraux, et les stratégies en vue de consolider les systèmes démocratiques et rapprocher la justice électorale des citoyens. En outre, la perspective de genre a été établie comme une question transversale.

Un objectif supplémentaire à ceux liés à ces trois axes thématiques était de présenter le travail des trois observatoires du RMJE – parité des genres, indépendance de la justice et réseaux sociaux - en particulier les livrables élaborés au cours de l'année 2022. Sur la base de ces considérations, la méthodologie de travail ci-après a été adoptée:

- 9 octobre: Réunions internes
- 10 octobre: inauguration et trois sessions plénières relatives trois thèmes principaux
- 11 octobre: trois sessions plénières sur les thèmes des Observatoires du RMJE et clôture

Plénière 1: Analyse des élections 2022 et stratégies de sortie de la pandémie COVID-19



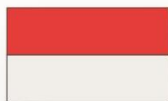
- Analyser les leçons tirées des processus électoraux de 2022 et projeter l'état actuel de la démocratie et des systèmes de justice électorale.
- Partager les bonnes pratiques acquises pendant la pandémie par les autorités de justice électorale.
- Discuter des changements et des opportunités qui sont apparus à la suite de la pandémie de la part de la justice électorale et des organes administratifs.
- Discuter des réformes électorales en cours : l'effet juridique de la pandémie et comment assurer une justice électorale résiliente.

Plénière 2: Médias numériques et désinformation lors des processus électoraux

- Partager les bonnes pratiques pour renforcer la confiance dans le processus électoral et analyser les aspects positifs et négatifs du flux excessif d'informations numériques.
- Analyser la réglementation des médias numériques pour une concurrence loyale des partis politiques et des candidats.
- Déterminer si le cadre juridique international en matière de désinformation et les stratégies des autorités électorales en réponse aux menaces et aux opportunités des médias numériques sont suffisants.
- Débattre de la liberté d'expression et des médias numériques : avantages, inconvénients et engagement efficace des électeurs.
-

Plénière 3: Stratégies en vue de rapprocher la justice électorale des citoyens : Transparence, Données Ouvertes et Collaboration Sociale

- Partager les bonnes pratiques et l'apprentissage institutionnel et transversal pour améliorer la mise en œuvre de la justice ouverte.
- Analyser les pratiques des cours et tribunaux en ce qui concerne les informations qu'ils partagent : sont-elles accessibles, claires et axées sur les citoyens ?
- Évaluer l'inclusion des groupes vulnérables ou historiquement exclus dans les considérations relatives aux données électorales ouvertes et à la collaboration avec la société civile.
- Analyser la justice ouverte comme mécanisme de modernisation des organes de justice électorale.



Plénière 4: Justice électorale inclusive : échange avec l'observatoire de la parité des genres

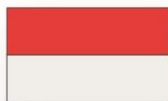
- Analyser les avancées et les travaux de l'Observatoire de la Parité des Genres du RMJE.
- Discuter des bonnes pratiques sur le terrain et les stratégies pour consolider une justice électorale inclusive et égalitaire.
- Présenter le livrable de 2022 : « Guide pour juger avec une perspective de genre ».

Plénière 5: Justice électorale autonome : échange avec l'observatoire de l'indépendance judiciaire

- Analyser les avancées et les travaux de l'Observatoire de l'indépendance judiciaire du RMJE.
- Discuter des bonnes pratiques en la matière et analyser les facteurs qui menacent l'autonomie des autorités et des tribunaux électoraux dans le monde.
- Effectuer une présentation de la deuxième édition de l'étude « Indépendance judiciaire et la procédure régulière dans la justice électorale », qui comprend des cas nationaux et juridictionnels.

Plénière 6: Justice électorale numérique : échange avec l'observatoire des réseaux sociaux

- Discuter des avancées et les travaux de l'Observatoire des médias sociaux du RMJE.
- Analyser les facteurs technologiques qui renforcent ou menacent les principes démocratiques et les processus électoraux dans le monde.
- Rassembler les bonnes pratiques dans le domaine afin que les autorités puissent prendre des décisions qui garantissent l'administration de la justice électorale.
- Effectuer une présentation du livrable 2022 : la deuxième version du « Glossaire : Médias numériques et élections », qui comprend des cas nationaux avec l'application de ces concepts.



IV. PARTICIPANT(E)S

Au total, 61 personnes ont participé : 37 représentants d'autorités électorales de 19 pays, 10 représentants de 8 organisations internationales, 4 spécialistes électoraux indépendants, 8 universitaires et 2 représentants d'organisations non gouvernementales (voir annexe 1).

La parité des genres étant un principe prioritaire pour le Réseau Mondial, il a été fortement recommandé à travers les invitations émises que les délégations des membres participants soient équilibrées en termes de genre. Sur les 32 intervenants présents à la Cinquième Assemblée Plénière, 69% étaient des hommes et 31% des femmes. Cela met en évidence l'écart entre les sexes qui persiste et la nécessité de continuer à œuvrer pour une représentation égale.

V. ACTIVITÉS

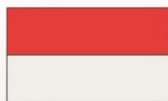
Las actividades de la Quinta Asamblea PLÉNIÈRE de la RMJE se llevaron a cabo conforme el programa establecido (véase anexo 2) entre el 10 y el 11 de octubre de 2022.

INAUGURATION

La cérémonie d'ouverture de la Cinquième Assemblée s'est déroulée en présence de Gianni Buquicchio, Président émérite et Représentant spécial de la Commission de Venise, Anthony Banbury, Président et Directeur Général de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), et Rahmat Bagja, Président de Bawaslu.

Dans les allocutions, il a été dit que l'Assemblée constituait un témoignage de l'évolution du RJE au cours des dernières années, malgré le contexte actuel difficile auquel sont confrontées les démocraties. Ils ont également décrit le suivi des élections effectué par IFES dans le monde entier et ont souligné l'importance des institutions judiciaires électORALES pour garantir la confiance dans les processus électORAUX et la démocratie. En conclusion, les sujets qui seront abordés lors des sessions plénières ont été présentés et l'accent a été mis sur certaines des actions qui ont été mises en œuvre en Indonésie pour promouvoir la démocratie.

Lors de l'inauguration, a également eu lieu la première édition des Prix RMJE, qui visent à reconnaître les travaux académiques innovants dans le domaine de la justice électorale, ainsi que les actions concrètes des organisations et organismes internationaux chargés de la sauvegarde des droits politico-électORAUX. Des prix ont été décernés dans cinq catégories différentes : en matière d'accès à la justice électorale, l'Initiative Constitution et Démocratie d'Indonésie a été récompensée ; en matière d'indépendance judiciaire et électORALE, le Pouvoir Judiciaire du Malawi a été récompensé ; en matière de parité des genres, le Tribunal Suprême ÉlectORAL de



Bolivia a été récompensé ; en matière de processus électoraux lors de situations d'urgence (catégorie conjoncturelle), le Tribunal Supérieur Electoral du Brésil a été récompensé ; et enfin, en matière d'avancées spécifiques en faveur des objectifs principaux du RMJE (prix général), la Commission de Venise a été récompensée.

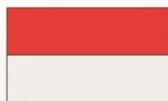
PLÉNIÈRE 1: ANALYSE DES ÉLECTIONS 2022 ET STRATÉGIES DE SORTIE DE LA PANDÉMIE COVID-19

Parmi les participants figuraient Jean-Philippe Derosier, Professeur Agrégé de Droit Public au Centre de recherche Droits et Perspectives du Droit de l'Université de Lille, France et Président du Comité Scientifique du RMJE ; Boissie Henry Mbha, ancien Président de la Cour Électorale d'Afrique du Sud et membre du Conseil d'Administration du RMJE ; Jayantha Jayasuriya, Président de la Cour Constitutionnelle du Sri Lanka ; Rahmat Bagja, Président de Bawaslu et Président du RMJE ; Amanda Domingues, Directrice des Programmes à l'Institut National Démocratique (NDI) ; Altus Alejandro Baquero Rueda, Magistrat au Conseil National Electoral (CNE) de Colombie; et Kastorius Sinaga, Expert politique et médiatique au Ministère de l'Intérieur d'Indonésie.

Les panélistes ont présenté les défis auxquels sont confrontés les autorités et les tribunaux électoraux lors des élections pendant la pandémie. Dans certains des cas présentés, les autorités ont été contraintes de reporter les élections en raison des risques sanitaires, et dans d'autres, le taux de participation a considérablement baissé. L'effet négatif sur la transparence des élections a également été mentionné. Parmi les leçons apprises pour garantir les droits politiques et électoraux des citoyens, les participants ont souligné que les élections ne devraient être reportées que dans des cas exceptionnels d'impossibilité objective ; toutes les décisions prises devraient être alignées sur la constitution ou les normes applicables et, dans tous les cas, les législatures peuvent déterminer de nouvelles causes de report des élections ; la technologie est essentielle pour rendre le vote plus inclusif et plus rapide, et peut être utilisée pour traiter et résoudre les différends ; et, enfin, un budget supplémentaire devrait être alloué pour respecter les mesures sanitaires. L'objectif des futures élections, ont-ils conclu, est non seulement de veiller à ce qu'elles soient libres et équitables, mais aussi de garantir la sécurité et la santé des électeurs.

PLÉNIÈRE 2: MÉDIAS NUMÉRIQUES ET DÉSINFORMATION LORS DES PROCESSUS ÉLECTORAUX

Étaient présents José Luis Vargas Valdez, Magistrat de la Chambre Supérieure du TEPJF du Mexique ; Patrick Sensburg, Directeur du Mastère en Gestion Public (MPM) de l'Université de Police et d'Administration Publique et Président de l'Observatoire des Réseaux Sociaux du RMJE ; Alberto Dalla Vía, Vice-président de la Chambre Nationale Électorale d'Argentine ; et Herwyn Jefler, Membre de l'Organe de Supervision des Élections (Bawaslu) d'Indonésie.



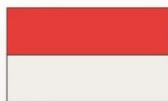
Cette session visait à partager les bonnes pratiques pour renforcer la confiance dans le processus électoral et à analyser les aspects positifs et négatifs de l'important flux d'informations numériques. Elle a aussi analysé la réglementation des médias numériques afin de garantir une concurrence équitable entre les partis politiques et les candidats. Les intervenants ont évoqué la désinformation comme l'un des principaux défis pour les systèmes électoraux du monde entier, le phénomène ayant dépassé le cadre réglementaire des États. Le problème que la désinformation n'est pas considérée comme illégale a été souligné, et il a été proposé d'identifier les actes spécifiques qui violent les droits politiques et électoraux et les comportements qui peuvent affecter irrémédiablement l'équité du concours. La discussion a également porté sur la question de savoir si le cadre juridique international en matière de désinformation et les stratégies des autorités électorales en réponse aux menaces et aux opportunités des médias numériques sont suffisants. L'importance de la compréhension et de l'acceptation par le public des réglementations dans ce domaine a été discutée, ainsi que l'importance d'unifier les réglementations pour créer une base internationale commune qui fonctionne dans différents contextes.

PLÉNIÈRE 3: STRATÉGIES EN VUE DE RAPPROCHER LA JUSTICE ÉLECTORALE DES CITOYENS : TRANSPARENCE, DONNÉES OUVERTES ET COLLABORATION SOCIALE

Les activités de la première journée se sont conclues par la Plénière 3, avec la participation de Reyes Rodríguez Mondragón, Président du TEPJF ; María Luisa Segoviano Astaburuaga, Vice-présidente de la Commission Électorale Centrale d'Espagne et Présidente de la Quatrième Chambre du Tribunal Suprême d'Espagne ; Dong Nguyen Huu, expert international en matière d'élections ; et Totok Haryono, Membre de l'Organe de Supervision des Élections (Bawaslu) d'Indonésie.

Ces interventions invitaient à considérer la justice ouverte comme un modèle de gouvernance qui bénéficie de la capacité des citoyens à connaître, évaluer et fournir un retour d'information sur le travail des tribunaux. L'importance de consolider des tribunaux plus ouverts et désireux de collaborer avec les organisations sociales, le monde universitaire et les citoyens a été soulignée. Dans ce sens, la formule quatre par quatre a été présentée, une directive pour faciliter la sélection des pratiques de justice ouverte qui pourraient être reproduites dans leurs pays ou institutions respectifs. Selon cette formule, un tribunal ouvert développe des pratiques présentant quatre caractéristiques : innovantes, durables, reproductibles et axées sur les citoyens.

Parmi les bonnes pratiques de justice ouverte qui ont été présentées, citons le règlement des affaires en séance publique, la publication des décisions 24 heures après leur approbation et le partage d'infographies et de communiqués de presse sur les décisions, ainsi que d'informations



statistiques pour rendre les actions juridictionnelles transparentes. Il a également été question de la création d'un Bureau du Défenseur Public Électoral afin que les personnes appartenant à des groupes vulnérables aient accès à la justice et à des conseils pour faire valoir leurs droits politiques et électoraux.

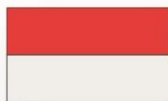
Afin de renforcer la confiance des citoyens dans ceux qui rendent la justice électorale, il a été suggéré de réfléchir à des éléments tels que la formation et la sélection des juges, l'origine des candidatures, la promotion et les sanctions dans les processus électoraux. Enfin, le concept de *gotong royong* ("assistance réciproque") a été discuté comme un outil permettant de rapprocher la justice électorale des citoyens, car il permet de prévenir, de surveiller et de sanctionner les abus et les litiges pendant le processus électoral.

PLÉNIÈRE 4: JUSTICE ÉLECTORALE INCLUSIVE : ÉCHANGE AVEC L'OBSERVATOIRE DE LA PARITÉ DES GENRES

Les activités ont repris le lendemain avec la Plénière 4, "Justice électorale inclusive : échange avec l'Observatoire de la parité des genres". Parmi les participants figuraient Mónica Aralí Soto Fregoso, Magistrat du TEPJF ; Roxana Silva Chicaiza, Experte Consultante en Égalité de Genre et Participation Politique des Femmes et des Groupes Prioritaires; Anup Chandra Pandey, Commissaire Électoral de l'Inde ; Rosa Fior D'Aliza Pérez de García, Juge Titulaire au Tribunal Supérieur Électoral, République Dominicaine ; et Lolly Suhenty, Membre de l'Organe de Supervision des Élections (Bawaslu) d'Indonésie.

La discussion menée à cette table a tourné autour des travaux de l'Observatoire de la parité des genres du RMJE, en particulier le livrable "*Guide pour juger avec une perspective de genre*". On a expliqué que ce guide est né de la nécessité pour ceux qui rendent la justice électorale de disposer de mécanismes permettant d'identifier les asymétries de pouvoir et les contextes de violence ou d'inégalité entre les sexes. Cela leur permettra de prendre des décisions qui contribueront au démantèlement du système patriarcal, à l'autonomisation des femmes et à l'instauration d'une démocratie paritaire exempte de violence. Il a été souligné que la perspective paritaire doit être intégrée dans le travail institutionnel quotidien et l'importance de publier les données et les jugements en tenant compte du genre.

Le guide revêt une importance particulière compte tenu des obstacles à la participation politique des femmes qui ont été soulevés dans les présentations, tels que les stéréotypes, la marginalisation, la double charge de travail (due au travail domestique), la subordination, la discrimination et la violence sexiste. Outre ce résultat, l'importance de l'action positive a été soulignée, comme l'établissement de quotas dans les partis politiques, les corps législatifs et d'autres organes de l'État, ainsi que ce que l'on a appelé en Inde les "bureaux de vote roses",



avec des scrutatrices, des observatrices et des ambassadrices. Enfin, il a été rappelé que l'éducation doit faire partie de toute stratégie visant à éradiquer la discrimination entre les sexes.

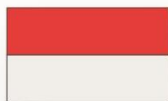
PLÉNIÈRE 5: JUSTICE ÉLECTORALE AUTONOME : ÉCHANGE AVEC L'OBSERVATOIRE DE L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE

Le panel 5 était composé d'Andrea Pisaneschi, Professeur de Droit Constitutionnel et de Droit des Marchés Internationaux au Département de Droit de l'Université de Sienne et Membre du Comité Scientifique du RMJE ; Miguel Colmenero Menéndez de Luarca, Président de la Commission Électorale Centrale d'Espagne; Miriam Suyapa Barahona, Magistrat du Tribunal de Justice Électorale du Honduras ; Stefanie Lindquist, Chercheuse principale et Professeure de droit et de sciences politiques à la Faculté de Droit Sandra Day O'Connor Université d'Etat de l'Arizona (ASU); et Puadi, Membre de l'Organe de Supervision des Élections (Bawaslu) d'Indonésie.

Les participants à la table ronde ont souligné l'importance de trouver des précédents et des principes sur l'indépendance judiciaire dans le cadre de la procédure régulière, du droit comparé et du droit international, afin de servir de normes générales. Dans le même ordre d'idées, il a été affirmé qu'il existe un problème de nature théorique, car chaque procès est unique et chaque pays a des traditions juridictionnelles différentes. Toutefois, il a été rappelé que toute démocratie dépend d'élections libres dans lesquelles l'objectivité, la transparence et l'égalité sont respectées, d'où l'importance de l'indépendance des organes électoraux.

Les intervenants ont convenu que le principe de l'autonomie des juges peut aujourd'hui être considéré comme menacé dans les démocraties libérales. Il a été avancé que l'émergence de partis populistes, qui proposent des solutions simples à des problèmes complexes, a entraîné une certaine désaffection, se traduisant par le rejet des résultats des élections et un manque de confiance. Il a été dit qu'il faudrait réfléchir à l'opportunité d'adopter des mesures qui rétabliraient la confiance du public en démontrant que les prédictions démocratiques et la loi sont une réalité.

Dans ce contexte, les participants ont mentionné qu'il était important de mettre en place une institution judiciaire ayant un impact direct sur la crédibilité électorale et la qualité de la démocratie, ainsi que de garantir que les juges disposent d'un pouvoir discrétionnaire dans la manière dont ils exécutent les décisions de justice. De plus, des études portant sur différents pays sont réalisées à des fins de comparaison et dans un contexte électoral afin de défendre l'indépendance de la justice. Enfin, on a souligné que la justice électorale doit être garantie pour tous les citoyens, ainsi que le respect de leurs droits, afin de garantir des processus électoraux équitables et ouverts.



PLÉNIÈRE 6: JUSTICE ÉLECTORALE NUMÉRIQUE : ÉCHANGE AVEC L'OBSERVATOIRE DES RÉSEAUX SOCIAUX

Le sixième et dernier panel, "Justice électorale numérique : échange avec l'Observatoire des Médias Sociaux", a vu la participation de Rafael Rubio, Professeur de Droit Constitutionnel à l'Université Complutense de Madrid et Membre du Comité Scientifique du RMJE ; Blanca Odilia Alfaro Guerra, Magistrat du Tribunal Suprême Électoral du Guatemala ; Adhy Aman, Senior Programme Manager pour l'Asie et le Pacifique à International IDEA ; et Dahliah Umar, Présidente du Réseau pour la Société Démocratique Indonésienne (Netfid)). Le panel avait pour but de discuter des progrès et du travail de l'Observatoire des médias sociaux du RMJE et des facteurs technologiques qui renforcent ou menacent les principes démocratiques et les processus électoraux dans le monde.

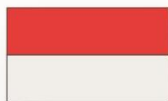
D'une part, en ce qui concerne le "Glossaire : réseaux sociaux et élections", on a expliqué qu'il regroupe six sujets avec le cadre législatif actuel en la matière et les décisions des organes électoraux à cet égard. Parmi ces sujets, la désinformation, considérée comme un risque sérieux pour les démocraties, et le concept de surveillance (surveillance et vie privée), qui génère des structures privées et publiques pouvant développer des capacités de manipulation dans le domaine électoral, ont été mis en avant.

D'autre part, il a été question de la manière de traiter la désinformation qui prolifère sur les réseaux sociaux pendant les processus électoraux. Compte tenu de l'absence de réglementation et de la menace que certains médias numériques peuvent représenter pour les démocraties, il a été considéré qu'il était nécessaire de garantir le respect de la vérité lors des processus électoraux afin que la population puisse lui faire confiance. Malgré l'appel à la mise en œuvre de mesures de lutte contre les *fake news*, il a été rappelé que la réglementation doit toujours respecter le principe de la liberté d'expression.

Enfin, une application de redécoupage électoral a été présentée, un outil technologique universel pour la création de circonscriptions électorales qui pourrait contribuer à inspirer un processus de délimitation des frontières électorales conforme aux principes et aux meilleures pratiques internationales. Cette application rend le processus de découpage des circonscriptions électorales plus transparent et accessible à toute personne intéressée par la recherche et la défense de différentes options de délimitation au sein de chaque région.

ACCORDS DE LA CAP ET CLÔTURE. SIGNATURE DE LA DÉCLARATION DE BALI

Lors de la séance de clôture, après quelques mots du Président de Bawaslu, Rahmat Bagja, le Secrétaire technique du RMJE, Alberto Guevara Castro, a rendu compte des accords conclus lors



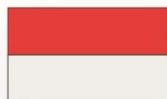
des réunions internes des organes directeurs du Réseau : le Comité scientifique, le Conseil d'administration et le Conseil consultatif.

Des demandes d'adhésion au RMJE émanant du Conseil Constitutionnel de France, du Tribunal Suprême Électoral du Guatemala et du Tribunal du Contentieux Électoral de l'Équateur ont été reçues. En outre, Arturo Cabrera, Magistrat et ancien Président du Tribunal du Contentieux Électoral de l'Équateur, a demandé à rejoindre l'Assemblée Générale du RJE en tant qu'expert. Toutes les demandes ont été approuvées à l'unanimité.

Ensuite, les amendements à l'Acte Constitutif du Réseau Mondial ont été présentés, portant sur les pouvoirs et la structure du Comité Scientifique, la possibilité de demander le soutien des membres du RMJE face aux menaces d'autres pouvoirs qui délégitiment l'action de la justice électorale et la suspension des membres du Réseau dans le cas où ils ne respectent pas les principes du Réseau et s'éloignent des valeurs démocratiques qui l'inspirent.

Un autre aspect des amendements concerne les contributions volontaires des pays membres et le soutien des autres organisations qui composent le RMJE. Il est décidé, en tant que modèle de durabilité, d'appliquer les dispositions de l'article 16 de l'Acte sur l'autorisation des contributions financières et en nature des membres. Il a également été décidé que la tenue des assemblées Plénières restera à la discrétion du président en exercice, qui pourra tenir jusqu'à deux assemblées au cours de son mandat. Il est également précisé que la présidence sera assistée par les vice-présidences, les observatoires, le Conseil d'Administration et le Comité Scientifique pour la tenue des réunions intermédiaires.

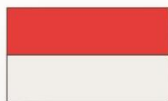
La Déclaration de Bali a été lue et soumise à l'Assemblée Générale pour examen, ainsi que les amendements. Aucune objection ou commentaire n'a été formulé et les modifications apportées à l'Acte Constitutif et à la Déclaration de Bali ont été approuvées. A l'issue de la cérémonie de clôture, la Déclaration de Bali a été publiée, concluant ainsi la 5ème Assemblée Plénière du RMJE.



ANNEXE 1. LISTE DES PARTICIPANT(E)S

Participantes de la Quinta Asamblea PLÉNIÈRE		
1	Alberto Dalla Vía	Vice-président, Chambre Nationale Électorale (CNE), Argentine
2	Dina Chuquimia Alvarado	Membre, Tribunal Suprême Électoral, Bolivie
3	Altus Alejandro Baquero Rueda	Magistrat, Conseil National Électoral (CNE), Colombie
4	Luis Diego Brenes Villalobos	Magistrat, Tribunal Suprême Électoral, Costa Rica
5	Rosa Fior D'Aliza Perez de Garcia	Juge Titulaire, Tribunal Supérieur Électoral-TSE, République Dominicaine
6	Roxana Silva	Experte Consultante en Égalité de Genre et Participation Politique des Femmes et des Groupes Prioritaires, et ex-Juge, Cour Constitutionnelle, Équateur
7	Jean Philippe Derosier	Professeur de droit public, Centre de recherche Juridique, Université de Lille
8	Patrick Sensburg	Directeur, Mastère en Gestion Publique (MPM), Université de Police et d'Administration Publique, Allemagne
9	Blanca Odilia Alfaro Guerra	Membre III, Tribunal Suprême Électoral (TSE), Guatemala
10	Ernesto Paz Aguilar	Président, Tribunal de Justice Électorale (TJE), Honduras
11	Miriam Suyapa Barahona	Magistrate, Tribunal de Justice Électorale (TJE), Honduras
12	Narendra N. Butolia	Secrétaire Principal, Commission électorale, Inde
13	Praveen Gupta	Commissaire électorale en chef, Commission Électorale, Inde, Rajasthan
14	Anup Chandra Pandey	Commissaire Électoral, Commission Électorale, Inde
15	Rahmat Bagja	Président, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie
16	Lolly Suhenty	Membre, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie
17	Totok Haryono	Membre, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie
18	Herwyn Jefler	Membre, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie
19	Puadi	Membre, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie
20	Kastorius Sinaga	Expert politique et médiatique au Ministère de l'Intérieur, Indonésie
21	Fritz Edward Siregar	Expert électorale et ex-Membre, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie
22	Andrea Pisaneschi	Professeur de Droit Constitutionnel et de Droit des Marchés Internationaux, Département de Droit, Université de Sienne

CINQUIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU RÉSEAU MONDIAL DE JUSTICE ÉLECTORALE

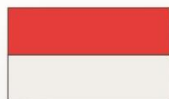


Nusa Dua, Bali, Indonesia
HÍBRIDO | HYBRID | HYBRIDE

9-11 • OCT
2022

23	Reyes Rodríguez Mondragón	Président, Tribunal Electoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération (TEPJF), Mexique
24	José Luis Vargas Valdez	Magistrat, Tribunal Electoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération (TEPJF), Mexique
25	Mónica Aralí Soto Fregoso	Magistrate, Tribunal Electoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération (TEPJF), Mexique
26	Alberto Guevara Castro	Directeur Général des Relations Institutionnelles Internationales, Tribunal Electoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération (TEPJF), Mexique
27	Anil Kumar Sinha	Juge, Cour Suprême, Népal
28	Paul Vizcarra	Directeur National des Bureaux Décentralisés, Jury National des Élections-JNE, Pérou
29	Boissie Henry Mbha	Expert électoral et ex-Président, Cour Électorale, Afrique du Sud
30	Zondi Dumisani Hamilton	Président en fonction, Cour Électorale, Afrique du Sud
31	Hyungbae Moon	Juge, Cour Constitutionnelle, Corée du Sud
32	Hooshin Kim	Juge Rapporteur, Cour Constitutionnelle, Corée du Sud
33	Miguel Colmenero Menéndez de Lurca	Président, Commission Électorale Centrale, Espagne
34	Manuel Delgado-Iribarren	Directeur du Secrétariat Technique, Commission Électorale Centrale, Espagne
35	María Luisa Segoviano	Vice-présidente, Commission Électorale Centrale, Espagne
36	Rafael Rubio Nuñez	Professeur de Droit Constitutionnel, Université Complutense de Madrid
37	Antonio López Vega	Directeur, Institut Universitaire de Recherche Ortega y Gasset-IUIOG
38	Jayantha Jayasuriya	Président, Cour Suprême, Sri Lanka
39	Domingos Barreto	Vice-président, Commission Électorale Nationale, Timor oriental
40	Stefanie Lindquist	Chercheuse principale et Professeure de Droit et de Sciences Politiques, Faculté de Droit Sandra Day O'Connor Université d'Etat de l'Arizona (ASU)
41	Dong Nguyen Huu	Expert Électoral
42	Evans Meembani Hamaundu	Juge, Cour Suprême, Zambie
43	Mumba Malila	Président, Cour Suprême, Zambie
44	Lekeshya Kaunda	Responsable du Protocole, Cour Suprême, Zambie
45	Barnabas Chomba	Aide de Camp, Cour Suprême, Zambie
46	Sangwani Nyimbiri	Avocat principal pour la recherche, Cour Suprême, Zambie
47	Ichal Supriadi	Secrétaire général du Secrétariat, Réseau Démocratique Asiatique
48	Martin Okumu-Masiga	Secrétaire Général, Forum Africain des Juges et Juristes (AJFJ)

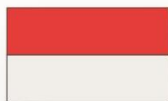
CINQUIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU RÉSEAU MONDIAL DE JUSTICE ÉLECTORALE



Nusa Dua, Bali, Indonesia
HÍBRIDO | HYBRID | HYBRIDE

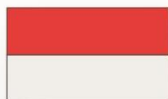
9-11 • OCT
2022

49	Représentant	Directeur, Projet Delian
50	Baidessou Soukolgue	Directeur Exécutif, Institut Électoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA)
51	Adhy Aman	Responsable principal du programme régional Asie-Pacifique, International IDEA
52	Anthony Banbury	Presidente de la Fundación Internacional para los Sistemas Electorales (IFES)
53	Jean Schindler	Chef de cabinet, Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES)
54	Kyle Lemargie	Conseiller Global Senior, Résilience Démocratique et Innovation, Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES)
55	Amanda Domingues	Directrice des Programmes, Élections et Processus Politiques. Institut National Démocratique (NDI)
56	Gianni Buquicchio	Président émérite et Représentant spécial de la Commission de Venise
57	Dahliah Umar	Présidente, Réseau pour la Société Démocratique Indonésienne (Netfid)
58	Muhammad Ihsan Maulana	Chercheur principal et coordinateur journalier, KoDe Inisiatif
59	John Hardin Young	Expert en élections (professeur auxiliaire de Droit Électoral Comparé et International, <i>William & Mary Law School</i>)
60	Dr. Arturo Cabrera Peñaherrera	Juge, Tribunal du Contentieux Électoral (TCE), Équateur
61	Michael Freitas Mohallem	Professeur, Institut de Droit, Université Catholique Pontificale, Rio de Janeiro



ANNEXE 2. PROGRAMME

LUNDI 10 OCTUBRE	
8:45 - 10:30	INAUGURATION ET CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX RMJE
Objectif. Souhaiter la bienvenue à la Cinquième Assemblée Plénière du Réseau Mondial de Justice Électorale (RMJE) ; présenter l'évolution du Réseau Mondial au cours des cinq dernières années ; présenter les progrès et les changements qui ont eu lieu depuis la dernière assemblée plénière ; et présenter et résumer les principaux sujets qui seront discutés lors de l'événement. Intervenants : • Gianni Buquicchio, Président émérite et Représentant spécial, Commission de Venise, Conseil de l'Europe • Anthony Banbury, Président et Directeur Exécutif, Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES) • Rahmat Bagja, Président, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie et Président du RMJE	
CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX RMJE	
Objectif. Décerner les Prix RMJE dans 3 des 5 catégories : 1. Accès à la justice électorale ; 2. Parité des genres ; 3. Prix général (Avancée spécifique dans un domaine pertinent pour le RMJE) Format. Chaque prix sera présenté et les lauréats auront la possibilité de s'exprimer pendant une durée maximale de deux minutes. En personne : 1. Accès à la justice électorale - Muhammad Ihsan Maulana, Directeur de KoDe Initiatif d'Indonésie 2. Parité des genres - Dina Agustina Chuquimia Alvarado, Membre, Tribunal Suprême Électoral, Bolivie 3. Prix général (Avancée spécifique dans un domaine pertinent pour le RMJE) et une mention spéciale en tant que "membre d'honneur et conseiller spécial du RMJE" - Gianni Buquicchio, Président émérite et Représentant spécial, Commission de Venise, Conseil de l'Europe	



Virtuel :

1. Accès à la justice électorale

- **María Garrote**, Professeur de Droit Constitutionnel, Département de Droit Constitutionnel, Université Complutense de Madrid (**Mention Honorifique**).

2. Prix général (Avancée spécifique dans un domaine pertinent pour le RMJE)

Marcelo Ramos Peregrino Ferreira, Président, Conférence Américaine des Organismes Électoraux Subnationaux pour la Transparence Électorale (CAOESTE) (**Mention Honorifique**).

10:30 - 10:45

PHOTOGRAPHIE OFFICIELLE

10:45 - 11:15

PAUSE

11:15 - 13:00

DÉJEUNER

13:00 - 14:15

PLÉNIÈRE 1 : ANALYSE DES ÉLECTIONS 2022 ET STRATÉGIES DE SORTIE DE LA PANDÉMIE COVID-19

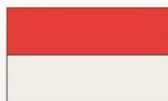
Objectif. Les processus électoraux qui ont eu lieu en 2022 seront discutés, en tenant compte du processus de sortie de la pandémie de COVID-19. Les leçons apprises et les aspects difficiles des processus électoraux seront analysés, dans le but de projeter l'état actuel des démocraties et des systèmes de justice électorale. Les changements et les opportunités qui sont apparus suite à la pandémie pour faciliter le travail des organes juridictionnels électoraux seront étudiés.

Mots Clés. Processus électoraux, Pratiques juridictionnelles actuelles, Mesures sanitaires, Principes démocratiques.

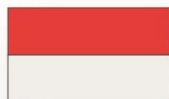
Format. Chaque intervenant fera une courte intervention de 8 minutes, suivie de 20 minutes de questions et réponses. Le président de séance animera le débat.

Intervenants :

- **Jean Philippe Derosier**, Professeur de droit public, Centre de recherche Juridique, Université de Lille et Président, Comité Scientifique du RMJE
- **Boissie Henry Mbha**, Ex Président, Cour Électorale, Afrique du Sud et membre du Conseil d'Administration du RMJE
- **Jayantha Jayasuriya**, Président, Cour Suprême, Sri Lanka
- **Rahmat Bagja**, Président, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie, et Président du RMJE
- **Kastorius Sinaga**, Expert politique et médiatique au Ministère de l'Intérieur, Indonésie
- **Amanda Domingues**, Directrice des Programmes, Élections et Processus Politiques. Institut National Démocratique-NDI



• Altus Alejandro Baquero Rueda, Magistrat, Conseil National Électoral (CNE), Colombie	
14:15 - 14:30	PAUSE
14:30 - 15:45	PLÉNIÈRE 2: MÉDIAS NUMÉRIQUES ET DÉSINFORMATION LORS DES PROCESSUS ÉLECTORAUX
Objectif. Les défis des processus électoraux liés à la désinformation causée par les médias numériques seront présentés. Il s'agira d'analyser, à partir d'une approche globale, la réglementation électorale des partis politiques et des candidatures, en termes de médias et de campagnes numériques, et les défis auxquels ils sont confrontés. En particulier, le rôle des garants des droits électoraux face à ces défis sera souligné. Mots Clés : Médias Numériques, Désinformation, Réglementation, Compétences Juridictionnelles et Électorales. Format. Chaque intervenant fera une courte intervention de 8 minutes, suivie de 20 minutes de questions et réponses. Le président de séance animera le débat. Intervenants : • José Luis Vargas Valdez, Magistrat, Tribunal Électoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération, Mexique et membre honoraire du Conseil d'Administration du RMJE. • Patrick Sensburg, Directeur, Mastère en Gestion Publique (MPM), Université de Police et d'Administration Publique, Allemagne et Président, Observatoire des Réseaux Sociaux, Réseau Mondial de Justice Électorale-RMJE • Alberto Dalla Vía, Vice-président, Chambre Nationale Électorale-CNE, Argentine • Herwyn Jefler, Membre, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie	
15:45 - 16:00	PAUSE
16:00 - 17:15	PLÉNIÈRE 3: STRATÉGIES EN VUE DE RAPPROCHER LA JUSTICE ÉLECTORALE DES CITOYENS : TRANSPARENCE, DONNÉES OUVERTES ET COLLABORATION SOCIALE
Objectif. Les stratégies visant à rapprocher la justice électorale des citoyens dans une optique comparative, ainsi que la consolidation des systèmes démocratiques, seront analysées. Les interventions envisageront des concepts tels que la transparence, la collaboration interinstitutionnelle pour l'exercice de la fonction et l'ouverture de la justice électorale aux citoyens sur la base de preuves. Des actions clés seront mises en évidence pour faire avancer la modernisation de la justice électorale, en faveur de la consolidation institutionnelle des autorités liées au Réseau Mondial. Mots Clés : Transparence, Données ouvertes, Collaboration citoyenne, Mise à jour des procédures juridictionnelles, Gouvernance.	



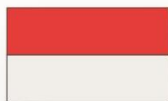
Format. Chaque intervenant fera une courte intervention de 8 minutes, suivie de 20 minutes de questions et réponses. Le président de séance animera le débat.

Intervenants :

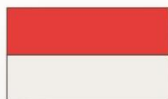
- **Reyes Rodríguez Mondragón**, Président, Tribunal Electoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération, Mexique
- **Dong Nguyen Huu**, expert électoral international
- **María Luisa Segoviano Astaburuaga**, Vice-présidente, Commission Électorale Centrale, Espagne et Présidente, Chambre Sociale (4e), Tribunal Suprême d'Espagne
- **Totok Haryono**, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie

17:15 - 19:00	PAUSE
19:00 - 21:00	DINER OFFICIEL
FIN DU PREMIER JOUR	

MARDI 11 OCTOBRE	
09:00 – 10:15	PLÉNIÈRE 4. JUSTICE ÉLECTORALE INCLUSIVE : ÉCHANGE AVEC L'OBSERVATOIRE DE LA PARITÉ DES GENRES
Objectif. Les avancées et les travaux de l'Observatoire de la Parité des Genres du RMJE seront analysés ; les bonnes pratiques sur le terrain et les stratégies pour consolider une justice électorale inclusive et égalitaire seront discutées, et le livrable de cette année sera présenté : Guide pour juger avec une perspective de genre”. Mots Clés : Justice Électorale, Égalité de Genre, Parité des Genres, Perspective de Genre. Format. De courtes interventions seront faites par au moins 3 intervenants : le responsable du livrable, le président du Conseil d'Administration de l'Observatoire ou un représentant et un commentateur. Le président de la table guidera la discussion entre les intervenants. Intervenants : • Mónica Aralí Soto Fregoso, Magistrate, Tribunal Electoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération, Mexique et Présidente, Observatoire de la Parité des Genres, Réseau Mondial de Justice Électorale-RMJE • Roxana Silva, Experte Consultante en Égalité de Genre et Participation Politique des Femmes et des Groupes Prioritaires • Anup Chandra Pandey, Commissaire Électoral, Inde	



• Rosa Fior D' Aliza Perez de Garcia, Juge Titulaire, Tribunal Supérieur Électoral-TSE, République Dominicaine • Lolly Suhenty, Membre, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie	
10:15 – 10:30	PAUSE
10:30 – 11:45	PLÉNIÈRE 5. JUSTICE ÉLECTORALE AUTONOME : ÉCHANGE AVEC L'OBSERVATOIRE DE L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE
Objectif. Les avancées et les travaux de l'Observatoire de l'indépendance judiciaire du RMJE seront analysés ; les bonnes pratiques dans le domaine seront discutées afin d'examiner les facteurs qui menacent l'autonomie des autorités et des tribunaux électoraux dans le monde. La deuxième édition de l'étude Indépendance judiciaire et la procédure régulière dans la justice électorale sera présentée.", incluant des cas juridictionnels nationaux. Mots Clés : Indépendance Judiciaire, Justice Electorale, Normes Judiciaires Internationales, Droits Politiques et Électoraux. Format. De courtes interventions seront faites par au moins 3 intervenants : le responsable du livrable, le président du Conseil d'Administration de l'Observatoire ou un représentant et un commentateur. Le président de la table guidera la discussion entre les intervenants. Intervenants : • Andrea Pisaneschi, Professeur de Droit Constitutionnel et de Droit des Marchés Internationaux, Département de Droit, Université de Sienne, Membre, Comité Scientifique, Réseau Mondial de Justice Électorale-RMJE et Leader Scientifique, Observatoire de l'Indépendance Judiciaire, Réseau Mondial de Justice Électorale-RMJE • Miguel Colmenero Menéndez de Luarca, Président, Commission Électorale Centrale, Espagne • Miriam Suyapa Barahona, Magistrat, Tribunal de Justice Électorale-TJE, Honduras • Stefanie Lindquist, Chercheuse principale et Professeure de Droit et de Sciences Politiques, Faculté de Droit Sandra Day O'Connor Université d'Etat de l'Arizona (ASU) • Puadi, Membre, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie	
11:45 – 13:00	DÉJEUNER
13:00 – 14:15	PLÉNIÈRE 6. JUSTICE ÉLECTORALE NUMÉRIQUE : ÉCHANGE AVEC L'OBSERVATOIRE DES RÉSEAUX SOCIAUX



Objectif. Les avancées et les travaux de l'Observatoire des médias sociaux du RMJE seront analysés ; les facteurs technologiques qui renforcent ou menacent les principes démocratiques et les processus électoraux dans le monde seront discutés ; et les bonnes pratiques dans le domaine seront rassemblées afin que les autorités puissent prendre des décisions qui garantissent l'administration de la justice électorale. En outre, le livrable de cette année, la deuxième version du Glossaire : Médias numériques et élections, sera présenté, lequel comprend des cas nationaux avec l'application de ces concepts.

Mots Clés : Technologie, Médias Numériques, Réseaux Sociaux, Processus Électoraux.

Format. De courtes interventions seront faites par au moins 3 intervenants : le responsable du livrable, le président du Conseil d'Administration de l'Observatoire ou un représentant et un commentateur. Le président de la table guidera la discussion entre les intervenants.

Intervenants :

- **Rafael Rubio**, Professeur de Droit Constitutionnel, Université Complutense de Madrid, Membre, Comité Scientifique, Réseau Mondial de Justice Électorale-RMJE et Leader Scientifique, Observatoire des Réseaux Sociaux, Réseau Mondial pour la Justice Electorale-RMJE
- **Blanca Odilia Alfaro Guerra**, Membre III, Tribunal Suprême Électoral-TSE, Guatemala
- **Adhy Aman**, Responsable principal du programme régional Asie-Pacifique, International IDEA
- **Dahliah Umar**, Présidente, Réseau pour la Société Démocratique Indonésienne (Netfid)

14:15 – 16:00

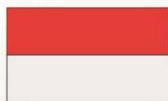
ACCORDS DE LA CINQUIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE ET CLÔTURE SIGNATURE DE LA DÉCLARATION DE BALI*

Objectif. L'Assemblée Plénière sera informée des accords et des propositions du Conseil d'Administration découlant de sa réunion précédente et sera consultée sur les propositions relatives aux travaux futurs des observatoires sur la base des discussions de la Cinquième Assemblée Plénière. Au cours de cette dernière session, les points suivants seront abordés :

- Propositions de durabilité et réunions intermédiaires entre les sessions plénières.
- Approbation des modifications portées à l'Acte Constitutif (deux tiers de l'Assemblée Générale présents).
- Approbation des nouvelles adhésions
- Signature de la Déclaration de Bali par les personnes présentes (au cas où il est décidé d'en avoir une).
- Cérémonie de clôture (Présidence de Bawaslu)
- Photo de clôture

Format. Modérée et coordonnée par le Secrétariat technique.

Intervenants :

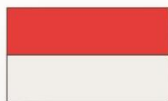


- **Rahmat Bagja**, Président, Organe de Supervision des Élections (Bawaslu), Indonésie et Président du RMJE

Modérateur: Alberto Guevara Castro, Directeur Général des Relations Institutionnelles Internationales, Tribunal Électoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération du Mexique, Secrétaire Technique du RMJE

CLÔTURE DES ACTIVITÉS





POUR PLUS D'INFORMATIONS À PROPOS DU RMJE



Plateforme d'Échange Mondiale

https://www.te.gob.mx/red_mundial/



Twitter

[@RMJEoficial](https://twitter.com/RMJEoficial)



Secrétariat Tehcnique du RMJE

global@te.gob.mx